Duplicata

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DIJON

BP 69 - 21072 DIJON CEDEX
03.80.70.45.51
minitel 3617 infogreffe
www.infogreffe.fr

RECEPISSE DE DEPOT

A.L.E.C.

STE D'EXPERTISE COMPTABLE
3 ALLEE DES CORVEES.
21240 TALANT

V/REF :
N/REF : 2003 B 720 / 2007-A-1062

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE DIJON certifie qu'il a reçu le 13/03/2007,

P.V. d'assemblée du 21/12/2006
- Changement de gérant

Acte S.S.P. en date du 21/12/2006
- Cession de parts

Statuts mis à jour

Concernant la société

SARL ABC'NET
Société à responsabilité limitée
7-9 RUE GUILLAUME TELL
21000 DIJON

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2007-A-1062 le 13/03/2007

R.C.S. DIJON 450 551 783 (2003 B 720)

Fait à DIJON le 13/03/2007,

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE
DIJON

LE SCEAU CI-DESSUS DE COULEUR BISTRE SIGNIFIE QUE VOUS ÊTES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE

EURL "ABC'NET"

SOCIETE UNIPERSONNELLE A RESPONSABILITE LIMITEE
Au Capital de 7.500 Euros
SIEGE SOCIAL: 7/9 rue Guillaume Tell
21000 DIJON
RCS : 450 551 783
N° de Gestion : 2003 B 720

Déposé au Tribunal de Commerce de Dijon
le ...13 MARS 2007
sous le n° A 1067

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 21 DECEMBRE 2006

L'an deux mil six
Le vingt et un décembre
A dix-sept heures.

Au siège social : 7/9 rue Guillaume Tell – DIJON (21000).

Madame Aziza OUTSKI née AIT HAMMI

Propriétaire de la totalité des 750 parts sociales

Composant le capital social de la société E.U.R.L. « ABC'NET ».

1 – A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

➔ Cession de la totalité de ses 750 parts sociales détenues dans la société ABC'NET au profit exclusif de :

Monsieur Mohamed HALI
Demeurant 56 avenue du Drapeau à DIJON (21000)

A compter de sa date dé démission soit le 31 Décembre 2006.

PREMIERE DECISION :

A la date du 31 Décembre 2006, l'associée unique, Madame Aziza OUTSKI décide la cession des 750 parts sociales détenues dans la société à Monsieur Mohamed HALI.

DEUXIEME DECISION :

En conséquence de la décision qui précède, l'article 8 des statuts de la société se trouve ainsi modifié :

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7.500 Euros.
Il est divisé en 750 parts de 10 Euros chacune numérotées de 1 à 750 attribuées à :

Mohamed HALI
A concurrence de 750 parts
Numérotées de 1 à 750, ci.... 750

Les parts sont toutes intégralement libérées.

TROISIEME DECISION :

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes les formalités de droit.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal, signé par l'associé unique et répertorié sur le registre de ses décisions.

Je soussigné Mme Hali déclare ne pas revendiquer la qualité d'associée.

CESSION DE PARTS SOCIALES

déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon
le 13 MARS 2007
sous le n° A
1962

ENTRE LES SOUSSIGNES:

- **Madame OUTSKI Aziza née AIT HAMMI**

née le 18 Mai 1984
demeurant : 5 Allée du Doubs, 21000 DIJON
de nationalité française
mariée sous le régime de la communauté le 21 Septembre 2002 à Monsieur OUTSKI Hicham né le 10 Septembre 1977 à CASABLANCA (MAROC)
étudiante

ci-après dénommée
"LE CEDANT"

d'une part,

ET

- **Monsieur Mohamed HALI**

né le 7 Juillet 1970 à KHMAICHA au MAROC
demeurant : 56 Avenue du Drapeau à DIJON
de nationalité marocaine
carte de résident N° 0020431130MAR7007075M1606258
marié sous le régime de le communauté le 2 Mai 1996 à TALANT (21240) avec Madame Jamila AIT HAMMI née le 30 Juin 1972 à AIT ATTAB (MAROC), nationalité marocaine.
Sans profession

ci-après dénommé
"LE CESSIONNAIRE"

d'autre part,

M. H. OA

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT:

- Aux termes de statuts en date du 1 Octobre 2003 à DIJON, enregistrés à DIJON-NORD, le 28 Octobre 2003, bordereau 2003/1468, N°12, ainsi que de divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée dénommée "SARL ABC'NET", au capital de 7.500 Euros (Fixe), divisée en 750 parts sociales de 10 Euros chacune, dont le siège est à DIJON (COTE D'OR), 22 Grande Rue du Haut à FLEUREY-SUR-OUCHE (21410), le siège social est dorénavant le 7/9 rue Guillaume Tell à DIJON (21000) et qui a pour objet social:

SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE FRANÇAIS:

- Nettoyage, entretien de tout types de locaux et vitres, divers petits travaux de bâtiment,
- Et toutes opérations ayant soit un lien direct ou indirect avec l'objet ci-dessus soit un objet similaire connexe ou complémentaire avec l'objet ci-dessus,
- Et d'une manière générale, toutes opérations pouvant contribuer à la réalisation de cet objet.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Cette société n'est pas à prépondérance immobilière.

I - CESSION DE PARTS

Par les présentes, Madame Aziza OUTSKI, soussignée de première part, cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière à Monsieur Mohamed HALI soussigné de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 750 parts (sept cent cinquante parts) sociales lui appartenant de la société "ABC'NET", N° SIRET 450 551 783.

II - PROPRIETE - JOUISSANCE

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, il aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III - CONDITIONS GENERALES

Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu avant ce jour:

- un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par la gérance,
- un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.

M. H. OA

IV - MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 10 Euros par part, soit au total 7500 Euros pour les 750 parts cédées, laquelle somme a été payée comptant, séance tenante par le cessionnaire au cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE,

V - ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts présentement cédées constituent un bien propre de Madame Aziza OUTSKI pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple :

- ➔ 250 acquises le 1er Octobre 2003 lors de la constitution de la société,
- ➔ 250 parts le 7 Janvier 2005 provenant de la cession de parts de Madame Vanessa PALLELA,
- ➔ 250 parts le 1er Février 2005 provenant de la cession de parts de Monsieur David MERGEY.

VI - DECLARATIONS GENERALES

1°) Les soussignés de première et seconde parts, déclarent, chacun en ce qui le concerne:

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la Loi du 13 Juillet 1967 ou de celle du 25 Janvier 1985, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions ni ne sont en état de cessation des paiements ou de déconfiture;

- et qu'ils sont résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2°) Le soussigné de première part déclare:

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de ce celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies;

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement;

- et que la société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VII - ENREGISTREMENT

Les parties déclarent:

- que la présente cession n'entre pas dans le champs d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code Général des Impôts,

- et que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 5 % exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

M. H. OA

VIII - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le cessionnaire qui s'y obligé.

Fait à DIJON
le 21 Décembre 2006

EN QUATRE EXEMPLAIRES

Madame AZIZA OUTSKI

Monsieur Mohamed HALI

Enregistré à : SIE DE DIJON NORD
Le 24/01/2007 Bordereau n°2007/157 Case n°5 Ext 707
Enregistrement : 25 €
Pénalités :
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
L'Agent

Françoise BARBIER

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon

le 13 MARS 2007
sous le n° A 1062

Certifié conforme
le Gérant

« ABC'NET »

Société à responsabilité limitée
Au capital de 7.500 €uros
7/9 rue Guillaume Tell
21000 DIJON

STATUTS

(délibérations du 21 Décembre 2006)

SARL "ABC'NET"
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
Au Capital de 7.500 Euros
SIEGE SOCIAL: 22 Grande Rue du Haut
21410 FLEUREY-SUR-OUCHE

CONSTITUTION DE SOCIETE

Les soussignés:

- Monsieur MERGEY David, Patrick

né le 14 Juin 1972 à DIJON
demeurant : 22 Grand Rue du Haut, 21410 FLEUREY-SUR-OUCHE
de nationalité française
célibataire
demandeur d'emploi

- **Madame PALLELA Vanessa née BOIVIN**

née le 21 Février 1980
demeurant : Chemin des Charmois, 71370 LABERGEMENT-SAINTE-MARIE
de nationalité française
mariée sous le régime de la communauté le 06 Juillet 2002 avec Monsieur PALLELA Xavier né le 17 Aôut 1977 à CHALON-SUR-SAONE
agent de propreté

- **Madame OUTSKI Aziza née AIT HAMMI**

née le 18 Mai 1984
demeurant : 5 Allée du Doubs, 21000 DIJON
de nationalité française
mariée sous le régime de la communauté le 21 Septembre 2002 à Monsieur OUTSKI Hicham né le 10 Septembre 1977 à CASABLANCA (MAROC)
étudiante

Tous résidants en France au sens de la réglementation en vigueur,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux, propriétaires des parts sociales créées à la constitution et au cours de la vie sociale.

S T A T U T S

TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1er - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société à responsabilité limitée. Cette société est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet:
SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE FRANCAIS:

- Nettoyage, entretien de tout types de locaux et vitres, divers petits travaux de bâtiment,
- Et toutes opérations ayant soit un lien directe ou indirecte avec l'objet ci-dessus soit un objet similaire connexe ou complémentaire avec l'objet ci-dessus,
- Et d'une manière générale, toutes opérations pouvant contribuer à la réalisation de cet objet.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est:

SARL "ABC'NET"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots **" Société à responsabilité limitée "** ou de l'abréviation **" SARL "** et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à DIJON (21000) 7/9 rue Guillaume Tell.

Il peut être transféré en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à cinquante années à compter de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 01 Octobre pour se terminer le 30 Septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30 Septembre 2004.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – APPORTS

a) Apport en numéraire :

- Monsieur MERGEY David, Patrick
apporte à la société une somme de deux mille cinq cents Euros.....2.500 €

- Madame PALLELA Vanessa née BOIVIN
apporte à la société une somme de deux mille cinq cents Euros.....2.500 €

- Madame OUTSKI Aziza née AIT HAMMI
apporte à la société une somme de deux mille cinq cents Euros.....2.500 €

MONTANT DES APPORTS EN NUMERAIRE: 7.500 EUROS

Cette somme de sept mille cinq cent Euros a été déposée à un compte ouvert:

CREDIT MUTUEL

67 Avenue Gustave Eiffel
21000 DIJON

au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de Commerce attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7.500 Euros.

Il est divisé en 750 parts de 10 Euros chacune, numérotées de 1 à 750 attribuées à :

- **Monsieur Mohamed HALI**

à concurrence de 750 parts

numérotées de 1 à 250, ci ....
numérotées de 251 à 499, ci ...
numérotées de 500 à 750, ci ... 750

Les parts sont toutes intégralement libérées.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Toute modification du capital social - augmentation et réduction - sera décidée et réalisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 10 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées que par des titres négociables. Il est de plus interdit à la société d'émettre des valeurs mobilières. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I - Cessions

I - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code Civil ou part le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du tribunal de Commerce.

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec la consentement de la majorité en nombre des associés représentants au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

Les opérations de toutes natures réalisées par l'associé unique sont libres.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires, et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 13 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachées aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

TITRE III

GERANCE - CONTROLE

ARTICLE 15 - GERANCE

1 - Nomination - Pouvoirs

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés par décision collective ordinaire des associés.

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "pour la société : le gérant"
Suivi de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales; il peut sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

2 - Durée et cessation des fonctions

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un gérant peut être révoqué par le président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions, mais il doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocations, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou plusieurs associés, représentant le quart du capital, soit par un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

3 - Rémunération

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision ordinaire des associés. la gérance a droit, en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

4 - Responsabilité

Le ou les gérants sont responsables envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

5 - Nomination du premier gérant :

Est nommé premier gérant de la société pour une durée indéterminée:

- **Monsieur MERGEY David, Patrick.**

Il déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 18 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou, peuvent résulter du consentement de tous les salariés exprimés dans un acte sous seing privé ou notarié.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 18 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2- Participation aux décisions et nombre de voix.

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

3 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

4 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

ARTICLE 19 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

TITRE V

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 20 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements et toutes provisions constituent le bénéfice.
Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peu décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.
Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "Report à nouveau débiteur" constitue les sommes distribuables.

Après approbation des comptes et constatation des sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.
Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.
Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.
La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du Tribunal de Commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 22 - DISSOLUTION

1 - Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 23 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués enfin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs, et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne sauf décision contraire de l'associé unique, transmission du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux dans les conditions du droit commun.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 25 - REPRISE D'ENGAGEMENTS ANTERIEURS - AUTORISATION D'ENGAGEMENTS POSTERIEURS

Il n'existe à ce jour aucun engagement antérieur.
Les associés donnent, par les présentes mandat à la gérance avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de prendre les engagements suivants pour le compte de la société:

- Emprunter auprès de tous établissements toutes sommes nécessaires.

- Conférer toutes sûretés, au profit du prêteur à la garantie du remboursement de ce prêt en capital, intérêt frais et accessoires sur les biens financés.

Et plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour parvenir à ces opérations.

L'immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés emportera reprise automatique de ces engagements.

ARTICLE 26 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - PUBLICITE - POUVOIRS ET FRAIS

1 - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés.

En vue d'obtenir son immatriculation, les soussignés seront tenus de souscrire et de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce compétent, toutes les formalités nécessaires.

2 - Tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social. Toutes les fois que cela sera compatible avec les prescriptions de la loi, les mêmes pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou un extrait des présentes.

3 - Par ailleurs, un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts.

Cet état, dont les associés déclarent avoir pris connaissance, demeurera annexé aux présents statuts, dont la signature emportera reprise de ces engagements par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

4 - Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

FAIT à DIJON
L'an deux mille six
Vingt et un Décembre.

En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Mohamed HALI